



OBSERVATOIRE DU SAHEL

LA CREATION DE L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL . QUELS ENJEUX GEOPOLITIQUES POUR LE SAHEL ET LE CDAO ?

Auteur : Lamine SAVANE

Docteur en science politique de l'université de Montpellier et vice doyen de la faculté des sciences sociales (FASSO) à l'université de Ségou (Mali). Il a été lauréat du projet de recherches postdoctorales "Pilot African Postgraduate Academy " (PAPA), coordonné par l'université Goethe Francfort/Main (Allemagne) en collaboration avec Point sud (2020 - 2023, Bamako). Dans le cadre de ses recherches, il étudie la sociologie politique au Mali, les logiques de violences, les dynamiques conflictuelles, les groupes armés au Mali, mais aussi dans le Sahel de manière générale. Il s'intéresse particulièrement aux élites politiques et militaires ainsi qu'aux groupes Armés Terroristes (GAT).

Résumé

Pendant longtemps, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) fut considérée comme l'organisation politique régionale la plus aboutie. C'était avant que les changements (in)constitutionnels survenus au Sahel ne remettent en cause cette vision d'intégration plus ou moins réussie en l'Afrique de l'Ouest. En effet, le 16 septembre 2023, trois pays de la CEDEAO ayant à leurs têtes des militaires décident la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) pour faire contrepoids à la CEDEAO. Si cette nouvelle organisation sous-régionale bouleverse la carte géopolitique du Sahel, il faut replacer cet événement dans l'histoire de la région pour comprendre le processus de sociogenèse de cette nouvelle alliance.

Idées majeures

- Le souverainisme et le manque de résultats dans la lutte contre les mouvements armés terroristes ont constitué la base de l'argumentaire des pouvoirs militaires du Mali et du Burkina Faso.
- Le sentiment anti-politique française est réel dans l'opinion publique sahélienne comme le prouvent les résultats de plusieurs enquêtes d'opinion. Cependant, il est un peu trop réducteur d'imputer ces changements à la présence russe en Afrique.
- Il est important de souligner que dans les trois pays de l'AES, pouvoir militaire et pouvoir politique se confondent. L'armée a constitué et constitue toujours une voie royale d'accession au sommet de l'Etat.
- La création de l'AES est en partie, le résultat des échecs et des incohérences de la Communauté internationale.
- La création de l'AES est la conséquence de l'internationalisation de la guerre Russie-OTAN qui se joue aujourd'hui dans le Sahel.

Mots-clés

- CEDEAO, AES, coups d'Etats, Sahel, Diplomatie, Rupture.

Introduction

Le 20 août 2020, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta (2013- 2020) est renversé après trois mois de manifestations, menées par le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5- RFP). Les manifestations des 5 et 19 juin, puis des 10 juillet et 11 août 2020 qui avaient pour but de dénoncer la gestion « clanique » du pouvoir du président Ibrahim Boubacar Keïta ont débouché sur l'intervention des militaires réunis au sein du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP).

Le 18 août 2020, le président Ibrahim Boubacar Keïta est arrêté avec son Premier ministre Boubou Cissé^[1].

Durant cette première phase de la transition, les relations entre les militaires nouvellement au pouvoir au Mali et la communauté internationale sont au beau fixe. Cependant, ces relations se dégradent à partir du remaniement du 24 mai 2021 où s'opère le « coup dans le coup ». A l'origine, de ce deuxième coup d'Etat en moins d'un an, la tentative d'éviction de deux ministres colonels du gouvernement – le ministre de la Défense, le Colonel Sadio Camara et le ministre de la Sécurité, le Colonel Modibo Koné – va engendrer des changements radicaux en termes de diplomatie et de coopération militaire dont les conséquences vont dépasser les frontières du Mali. L'origine de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) est à situer à cette date. Le « coup dans le coup » est sans nul doute le facteur déclencheur d'une nouvelle trajectoire politique qui va avoir des conséquences sur toute la région du Sahel. L'étude des choix politiques et des stratégies adoptées par deux des acteurs clés de la transition, le ministre de la Défense, le Colonel Sadio Camara et le Premier ministre, Choguel K. Maïga offre quelques pistes de compréhension de ce changement géostratégique^[2].

Certains partenaires traditionnels, soupçonnés d'avoir joué un rôle dans l'éviction des deux colonels, vont voir leurs relations diplomatiques se dégrader avec Bamako. C'est à partir de ce moment que sous l'influence du Colonel Sadio Camara, un rapprochement explicite s'opère avec la Russie.

[1] Haidara B., Savané L., « La chute inéluctable du président Ibrahim Boubacar Keita », The conversation, le 20 août 2020.

[2] Guichaoua Y., Savané L., « Mali. Où va la “rectification” », Afrique XXI, le 2 août 2022.

Au nom de la souveraineté du pays, les acteurs internationaux présents au Mali depuis 2012, sont priés de le quitter. Emmanuel Macron, président français, annonce le 17 février, le retrait des troupes françaises du Mali et une profonde transformation de l'opération militaire « Barkhane ». C'est à compter de cette période qu'un changement géostratégique majeur s'opère au Mali au bénéfice de la Russie^[3].

Les deux autres coups d'Etat qui auront lieu successivement au Burkina Faso (septembre 2022) et au Niger (juillet 2023) conduiront leurs auteurs, à adopter les recettes éprouvées au Mali. Les autorités maliennes s'empressent de reconnaître les nouveaux pouvoirs et de leur apporter leur concours. Une même ligne idéologique de gestion du pouvoir « souverainisme^[4] » et panafricaine est partagée dans les trois pays. Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, opère un autre « coup d'Etat dans un coup d'Etat » et met fin à la coopération militaire avec la France à l'instar du Mali. Le rapprochement avec la Russie s'opère rapidement. Un scénario semblable se déroule au Niger où le président Mohamed Bazoum est arrêté par le chef de la garde présidentielle. Comme au Mali, le Niger demande l'expulsion de l'Ambassadeur français tout en opérant un rapprochement avec la Russie.

En signant la Charte du Liptako-Gourma qui crée l'AES, une « architecture de défense collective et d'assistance commune », les gouvernements du Mali, du Burkina Faso et du Niger – issus tous trois de coups d'Etat militaires – semblent aller dans une même direction idéologique : le souverainisme. À l'origine, le souverainisme revendique le maintien d'une souveraineté intégrale des Etats-nations et est donc hostile à toute forme de supranationalisation ou d'ingérence étrangère, tant politique, que militaire ou économique.

Ainsi, ces trois **Etats** s'engagent à lutter contre le « terrorisme » et la criminalité organisée dans leur espace commun. Ce retour à une idéologie anticoloniale semble séduire une grande partie de l'opinion publique locale et de la diaspora en Occident. Dès lors, quels sont les enjeux géopolitiques de la création de l'AES au Sahel ? La création de l'AES est-elle une conséquence des échecs de la CEDEAO et des partenaires traditionnels ? Quelles sont les répercussions de la guerre indirecte que se livrent les grandes puissances – la Russie contre l'OTAN – dans cette sous-région déjà fragilisée par de multiples conflits ?

[3] Ibid.

[4] Savané L., « Les régimes de l'AES entre idéologie et pragmatisme », Colloque International, Institut des Sciences humaines, 26 juin 2024.

Il est important de les analyser afin de comprendre le discrédit de la CEDEAO et des interventions étrangères (I), les coups d'Etat comme sources de nouvelles alliances géopolitiques (II) et les enjeux autour de la pérennité de cette nouvelle alliance avec la Russie (III).

I. QUAND LES MILITAIRES PROFITENT DU DISCRÉDIT DE LA CEDEAO ET DU REJET DES INTERVENTIONS MILITAIRES ÉTRANGÈRES AU SAHEL

Le retour de certains militaires ouest africains dans le champ politique, si tant est qu'ils ne l'aient vraiment jamais quitté, fait penser à la maxime célèbre de Karl Marx quand il affirmait que « l'histoire se répète toujours deux fois. La première fois comme une tragédie et la seconde fois comme une farce ». L'on ne peut s'empêcher de faire le lien avec ce qui se passe actuellement et la situation des périodes post-indépendances, où les pères de la nation, ont dans leur majorité été renversés par des putschs militaires. Au Burkina Faso, le Lieutenant-Colonel Aboubacar Sangoulé Lamizana démet de ses fonctions le président Maurice Yaméogo en 1966. Au Mali, c'est au tour de Modibo Keïta d'être renversé par le lieutenant Moussa Traoré en 1968. Au Niger, le premier président du Niger Hamani Diori est renversé par le lieutenant-colonel Seyni Kountché en 1974. Avec néanmoins une différence fondamentale, ces coups d'Etat avaient renforcé l'influence française dans la sous-région. Alors qu'aujourd'hui, les discours des militaires au pouvoir sont essentiellement dirigés contre les ingérences étrangères. Ces événements interviennent dans un contexte de sentiment antipolitique français réel dans l'opinion publique comme le prouvent les résultats de plusieurs enquêtes d'opinion^[5]. Jean-Pierre Olivier de Sardan parle de crise des régimes de partis uniques pour les premiers (devenus illégitimes aux yeux des populations) et de crise de la démocratie pour les récents^[6].

Il est important de souligner que dans les trois pays de l'AES, pouvoir militaire et pouvoir politique se confondent. L'armée a constitué et constitue toujours une voie royale d'accession au sommet de l'Etat^[7]. Les pays de l'AES comptent à ce jour à eux trois plus de dix-neuf coups d'Etat militaires (neuf au Burkina Faso, cinq au Niger et autant au Mali).

[5] MALI-METRE : Enquêtes d'Opinions. Que pensent les Malien(ne)s ? Friedrich Ebert Stiftung, mars 2024.

[6] Ibid.

[7] Savané L., Touré F., « Transition malienne : politisation de l'armée ou militarisation du politique », The conversation, 23 février 2021.

On aurait pu penser que les intervalles démocratiques par exemple, dans le contexte malien (1992-2012 ; 2013-2020) allaient atténuer cette prépondérance militaire, mais en réalité, les postes stratégiques comme la défense, la sécurité intérieure sont dans la majorité des cas restés occupés par des officiers. En raison de craintes d'éventuels coups d'Etat, des officiers sont régulièrement exfiltrés des pays en les nommant ambassadeurs ou conseillers militaires dans les chancelleries. Salifou Mody, le numéro deux du CNSP au Niger avait ainsi été nommé ambassadeur avant le coup d'Etat du 26 juillet. Dans le contexte de fragilité institutionnelle des Etats sahéliens, la force militaire constitue une ressource politique.

La création de l'AES est à analyser également à l'aune des échecs et des incohérences de la Communauté internationale. Il est à noter les divergences entre les puissances occidentales, notamment l'opposition des Etats-Unis aux résolutions de la CEDEAO sur lesquelles la France s'était alignée, s'ajoute aux confusions. Par exemple, le timing de l'organisation d'un Conseil de Défense sur le coup d'Etat au Niger par la France a été très mal choisi, car immédiatement interprété comme une ingérence de celle-ci. Cette réunion n'a fait que compliquer la tâche de la CEDEAO, dont les mesures pour la restauration de l'ordre constitutionnel ont été interprétées par l'opinion publique nigérienne comme des injonctions de Paris. A partir de là, la CEDEAO est devenue inaudible auprès des opinions publiques ouest africaines, car perçue comme une institution sous-régionale inféodée à des puissances étrangères et au service des chefs d'Etat en exercice. Surtout que la CEDEAO est demeurée silencieuse à propos des révisions constitutionnelles ouvrant la voie au troisième mandat présidentiel dans plusieurs pays membres.

La CEDEAO qui reste silencieuse sur de multiples réalités : le décès de centaines de subsahariens dans les déserts algériens, libyens et tunisiens, la violence terroriste contre les populations civiles, la répression de régimes corrompus contre les journalistes ou le népotisme de ces régimes. La CEDEAO qui reste encore silencieuse face à la répression politique, notamment au Sénégal, lorsque la première force d'opposition politique est dissoute et ses leaders emprisonnés (Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye respectivement Premier ministre et président de la République Sénégalaise après les élections de 2024). La CEDEAO demeure muette face aux contestations des élections législatives d'avril 2020, qui ont déclenché les mobilisations du M5-RFP ayant sonné le glas du régime du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Elle est discréditée lorsqu'elle envoie, un médiateur extérieur inapproprié, pour convaincre les militaires nigériens de renoncer à leur entreprise politique. Puisque le Général Mahamat Idriss Déby a accédé au pouvoir de manière inconstitutionnelle en avril 2021. La CEDEAO et les partenaires occidentaux, deviennent inaudibles parce qu'ils n'ont pas su contribuer à gérer le cas malien. On peut supposer que si la fermeté de la CEDEAO avait pu contribuer au retour à l'ordre constitutionnel au Mali, on n'aurait peut-être pas assisté aux cinq autres coups d'Etat survenus dans les pays voisins. La CEDEAO est aujourd'hui perçue par une grande partie de l'opinion publique comme étant au service de la protection des chefs d'Etat et non des peuples.

Il y a donc aujourd'hui une défiance à l'égard des organisations politiques telles que la CEDEAO et une crise de la démocratie dont les premiers responsables demeurent les élites politiques. Cette crise démocratique et l'échec des interventions militaires étrangères est un terreau favorable à la crise sécuritaire provoquée par l'insurrection djihadiste. Ces incohérences de la communauté internationale expliquent la réticence de l'opinion publique sahélienne face à une nouvelle intervention militaire après le putsch du général Abdourahmane Tiani. Pourquoi une intervention militaire sous l'égide de la CEDEAO au Niger, alors qu'il n'y en avait pas eu au Mali et au Burkina ? Ces deux poids, deux mesures ont beaucoup terni l'image de la France au Sahel, jugée paradoxale et intéressée. Ces éléments ont sans doute joué dans la rupture des pays de l'AES avec la France.

II. DES COUPS D'ETAT À L'ORIGINE DE CHANGEMENTS D'ALLIANCES GÉOPOLITIQUES

De l'indépendance jusqu'à une période très récente, les pays de l'AES ont toujours eu des relations privilégiées avec la France et les Etats-Unis d'Amérique, sur les plans politique, économique voire géopolitique. Après l'indépendance de 1960, le Mali de Modibo Keita avait établi une forte coopération avec l'ex-URSS sans pour autant rompre avec le bloc occidental. Officiellement, le Mali était non-aligné. Ces liens historiques comme la formation de plusieurs officiers maliens en Russie ont peut-être facilité le rapprochement actuel. Le Burkina Faso et le Niger avaient aussi de bonnes relations avec la France qui restait un partenaire privilégié en raison des liens historiques et de multiples coopérations qu'elle entretenait avec les pays du Sahel. Les coups d'Etat survenus au sein des pays de l'AES à partir de 2020, sont donc à l'origine des grands bouleversements géopolitiques que le Sahel connaît aujourd'hui.

Dans cette nouvelle organisation de sécurité collective, le Mali joue un rôle moteur. La désignation du président Assimi Goita, comme président de la confédération de l'AES en est une preuve supplémentaire. C'est le Mali qui a été le premier à avoir choisi cette nouvelle voie diplomatique, et à recevoir des « instructeurs russes » qui occupent une place prépondérante dans la lutte contre le terrorisme. Enfin, c'est le Mali qui sert de boussole aux deux autres pays. Cependant, les présidents Ibrahim Traoré et Abdourahamani Tiani semblent aujourd'hui dépasser le Mali en termes de surenchère populiste dirigée contre la présence française. Il y a aujourd'hui une récusation de la politique étrangère française par l'opinion publique sahélienne sur laquelle surfent les régimes militaires de l'AES pour ancrer leur pouvoir.

La création de l'AES est une des conséquences de ce bouleversement sur le plan géopolitique. Les pays de l'AES se sont rapprochés de la Russie avec comme conséquence une rupture totale avec l'ancienne puissance occidentale. Cette nouvelle répartition des cartes sur le plan international semble être un remake de l'opposition entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Cela a un retentissement international d'autant plus qu'elle intervient en pleine guerre entre la Russie et l'Ukraine. La venue des « instructeurs russes » au Mali et le vote de soutien de ce dernier à la Russie – seulement sept pays, dont le Mali, n'ayant pas condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie – a semble-t-il fait basculer l'AES dans une dimension internationale. De même que le Niger qui a chassé les forces américaines de son désert au nom de la « souveraineté nationale, des intérêts et des aspirations du peuple » selon les autorités de la transition. Tout laisse à croire que l'opposition entre l'OTAN et la Russie se prolonge au Sahel. Avec d'un côté la CEDEAO qui – malgré la notification de retrait des trois pays de l'AES reste proche du bloc occidental et alignée sur l'OTAN – tandis que les pays de l'AES semblent opérer un rapprochement militaire avec la Russie.

Cette nouvelle donne géopolitique, fait craindre une internationalisation de la guerre en Ukraine dans l'espace sahélien. Ainsi, une implication des forces spéciales ukrainiennes a été évoquée lors de la bataille de Tinzawatène fin juillet 2024 où beaucoup « d'instructeurs russes » et les FAMA auraient perdu la vie^[8] face au Cadre Stratégique Permanent pour la Défense du Peuple de l'Azawad (CSP-DPA^[9]) et le mouvement terroriste du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

[8] Les pertes ont été confirmées par la DIRPA, même si elle n'a pas fourni de chiffres.

[9] Le CSP-DPA est une coalition est une coalition de mouvements politiques et militaires du nord du Mali anciennement Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA).

En guise de représailles, l'armée malienne en coordination avec celle du Burkina Faso ont mené des frappes dans la zone de Tinzawatène, ce qui concrétise la mutualisation des forces militaires des pays de l'AES.

La revendication manifestée par Andriy Yusov, porte-parole de l'agence ukrainienne de renseignement militaire, avouant le rôle de l'Ukraine dans la mort des « instructeurs russes » et des FAMA au nord du Mali a provoqué des secousses diplomatiques. C'est d'abord le Sénégal qui a convoqué l'ambassadeur ukrainien en poste à Dakar, Monsieur Yuriy Pyvovarov pour avoir partagé sur les réseaux sociaux, les images des « instructeurs russes » et des FAMA tués dans cette bataille, alors que le président Sénégalais est désigné comme médiateur entre les Etats de l'AES et la CEDEAO. Ensuite, c'est au gouvernement du Mali, via un communiqué de son ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, d'annoncer la rupture, avec effet immédiat, des relations diplomatiques entre la République du Mali et l'Ukraine. Le gouvernement du Mali dans son communiqué « en appelle à la responsabilité de la communauté internationale face au choix délibéré de l'Ukraine de soutenir le terrorisme international dans un contexte mondial où l'unanimité est faite sur l'impératif de combattre ce fléau ».

La CEDEAO, en soutien aux pays de l'AES, a également condamné cette attaque de Tinzawatène par un communiqué. Le 7 août 2024, le gouvernement suédois avait annoncé la suspension de son aide publique au développement au motif qu'elle ne peut pas aider un pays qui prend fait et causes pour la Russie contre l'Ukraine. Le 9 août, l'ambassadrice de Suède au Mali, a été « convoquée » au ministère des affaires étrangères du Mali qui a exigé qu'elle quitte le territoire national dans un délai de 72 heures ». L'alliance Russie-AES a donc des conséquences sur la scène internationale.

III .RUSSIE-AES, UNE ALLIANCE DURABLE ?

Les nouveaux régimes militaires au Sahel ne font plus mystère de leur intention de garder les rênes du pouvoir. Les élections maintes fois reportées au Mali pour des motifs sécuritaires, n'ont pas empêché l'organisation du référendum national pour l'adoption de la Constitution de la 4^{ème} République, qui devrait permettre au président de la transition malienne d'être candidat. Au Burkina Faso, le Conseil national de la transition (CNT) a prolongé le mandat du président Ibrahim Traoré pour cinq ans supplémentaires.

Aucune allusion aux élections n'est faite au Niger. Et il est fort probable que le Niger adoptera une stratégie analogue.

Dans ces régimes militaires au Sahel aujourd'hui, très peu de voix se hasardent à émettre des critiques au risque de se retrouver en prison ou en exil. Au Burkina Faso, les enlèvements et les réquisitions militaires prononcées à l'encontre de toutes les voix critiques à la politique du capitaine Ibrahim Traoré, sous peine d'être envoyées au front pour la lutte « anti-djihadiste » se multiplient. C'est le cas de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ablassé Ouedraogo, arrêté par la police suite à ses critiques contre le pouvoir. Une quinzaine de syndicats réunis au sein de la confédération générale des travailleurs du Burkina (CGT-B), avait lancé un appel le 31 octobre 2023 pour dénoncer les « restrictions de liberté », manifestation finalement interdite par la mairie de la capitale pour « risque sécuritaire ». Au Mali, après l'exil forcé de l'emblématique opposant Oumar Mariko, ce sont les acteurs de la société comme Ras Bath, chroniqueur très populaire, Rose « Madame vie chère » qui se sont retrouvés en prison pour avoir critiqué la transition. Cette répression contre toute critique à l'encontre de la transition militaire continue jusque dans ses propres rangs. Adama Diarra alias « Ben le Cerveau », naguère leader du mouvement panafricain et anti impérialiste « Yèrèwolo Débout sur les remparts » et membre influent du Conseil National de la Transition (CNT) s'est lui aussi retrouvé en prison suite à ses critiques contre la direction prise par la transition.

La répression concerne également les leaders religieux. Plusieurs imams se sont retrouvés en prison suite à leur critique contre le régime. L'imam Mahmoud Dicko, naguère fer de lance du M5-RFP, est resté en Algérie par crainte d'un emprisonnement. Le collectif de défense des militaires (CDM) au Mali participe de cette stratégie de neutralisation des voix dissidentes qui se déploie aussi sur les réseaux sociaux. De même qu'au Niger l'arrestation de la journaliste Samira Sabou, le 30 septembre 2023, témoigne du climat de terreur contre toutes les voix dissidentes. Le tout, avec le concours des « videomans » au service de ces pouvoirs, dont certains appellent à la « neutralisation » des ennemis intérieurs.

Aujourd'hui, dans l'AES, on a pu faire passer toute critique contre les régimes militaires en place comme une critique contre l'armée, et donc comme une trahison à la Nation. On est aussitôt qualifié d'« apatride » ou d'ennemi du pays.

L'anticolonialisme est une ressource politique que les régimes africains savent mobiliser à bon escient, en s'appuyant sur le rejet de l'ancienne puissance coloniale.

A y observer de près, il y a beaucoup de similitudes ou en tout cas, une volonté de reproduire un régime politique similaire à celui de la Russie de Vladimir Poutine avec quelques nuances^[10]. S'il est un peu trop tôt pour se prononcer sur le socle idéologique – réel ou opportuniste des régimes militaires de l'AES – quand on sait que ces officiers louaient tous, il n'y a pas si longtemps, la nécessité de l'opération Barkhane pour la stabilité du Sahel. Ce changement idéologique radical peut s'expliquer, peut-être par les réalités du terrain. Les trois pays se sont rapprochés de la Russie, mais selon des modalités différentes.

Les militaires Maliens sont ceux qui ont fait le choix le plus avancé et assumé, engageant des forces militaires contre le terrorisme. Au Mali, les « instructeurs russes » occupent une place primordiale dans le dispositif sécuritaire mis en place face au terrorisme. Le Burkina Faso a aussi fait le choix du rapprochement avec la Russie, mais à un degré moindre que son voisin. Les « instructeurs russes », n'interviennent pas directement sur le terrain. Le président Ibrahim Traoré a opté pour les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) dans la lutte contre le terrorisme. S'ils ont recours aux Russes, ce sera sans doute plus pour protéger le président Ibrahim Traoré contre d'éventuels coups d'Etat.

Pour le Niger, nul ne sait encore ce qu'ils vont faire concrètement avec les Russes, même si diplomatiquement ils entretiennent les meilleures relations. Dans cette alliance, chaque Etat a donc sa propre démarche vis-à-vis des Russes. Ce qui est important ici, c'est que ces derniers sont capables de flexibilité, en proposant un éventail de services dans lequel choisissent les pays qui veulent coopérer avec eux.

L'évolution rapide des événements politiques dans le Sahel fait qu'il est hasardeux de prédire la solidité d'une telle alliance entre la Russie et le Sahel. Pour le moment, l'objectif principal de l'AES est d'exister et de se soustraire aux injonctions de la CEDEAO.

[10] Au Burkina peut être plus dans la reproduction du pouvoir de Poutine. Au Mali c'est une junte qui se partage le pouvoir avec chacun des colonels son domaine de « souveraineté ». C'est donc encore loin de la verticale du pouvoir de Poutine. En outre Poutine est venu par les urnes et s'est toujours soumis aux verdicts des urnes, or les « souverainistes » rejettent dans leurs discours la démocratie électoraliste, en particulier Choguel et les vidéo men, au motif qu'elle est une injonction de l'Occident contraire à aux intérêts et aux pratiques de pouvoir en Afrique de l'Ouest.

Le dernier communiqué de la CEDEAO qui condamne les attaques terroristes perpétrées contre les FAMA et leurs « alliés russes » à Tinzawatène peut-être considéré comme une vaine tentative d'essayer d'amadouer cette nouvelle alliance AES qui ne finit pas d'empiéter sur son terrain. Peut-être y-a-t-il également derrière ce communiqué, une volonté sincère de ne pas se retrouver avec d'autres acteurs supplémentaires dans la sous-région, en occurrence l'Ukraine et ses alliés dans le cadre d'une guerre indirecte contre la Russie. Les pays de la CEDEAO n'ayant pas l'intention de voir leurs espaces devenir un terrain de jeu pour les puissances étrangères.

CONCLUSION

La naissance de l'AES a sans aucun doute fragilisé la CEDEAO et l'influence occidentale au Sahel. Il est à noter que la décision unilatérale de création de l'AES a été faite sans référendum, les populations sahéliennes des trois pays n'ayant pas eu leur mot à dire^[11]. Néanmoins, on peut noter via le communiqué de plusieurs partis politiques, leurs volontés réelles de rester dans la CEDEAO pour une plus grande intégration africaine. Si cette dernière n'est donc pas encore morte, elle est plongée dans une profonde léthargie et est menacée d'une véritable implosion à l'instar du G5-Sahel suite au retrait des trois pays. Elle doit donc accepter une refonte totale pour retrouver une crédibilité aux yeux des opinions publiques locales.

En raison du terrorisme qui sévit dans cette région, et qui sert d'arguments politiques à ces régimes militaires pour se maintenir au pouvoir, la probabilité que l'AES puisse perdurer dans le temps est réel (ainsi le colonel Assimi Goïta est au pouvoir au Mali depuis maintenant 4 ans). La future révolution populaire (comme dans les années 1990) dans ces pays risque de se faire contre les militaires au pouvoir, si une solution n'est pas trouvée à l'insécurité, au chômage et à la paupérisation des populations qui ne fait que s'aggraver. Dans un tel scénario, la CEDEAO peut renaître de ses cendres en déployant rapidement sa « force régionale en attente contre le terrorisme ». Il y a une espèce de jeu de vases communicants entre les régimes militaires et la CEDEAO. Il s'agit de deux modèles concurrents. S'il y en a un qui échoue, l'autre devient une sorte d'ultime ressource. Ce jeu de balancier entre ces deux modèles d'organisation politique sera intéressant à analyser dans la stratégie de l'AES de s'affranchir de la CEDEAO.

[11] Rappelons que la CEDEAO n'a pas non plus été créée par référendum.

RECOMMANDATIONS

Il faudra des réformes en profondeur pour que la CEDEAO redevienne crédible et que les populations ouest africaines s'y reconnaissent. Cela pourrait passer entre autres par :

- La fin des troisièmes mandats pour les présidents de la République.*
- Avoir la même position ferme face aux coups d'Etats militaires comme constitutionnels.*
- La CEDEAO doit davantage se préoccuper du sort des populations civiles^[12] qui sont les grandes victimes de la guerre.*
- Elle doit se détacher totalement de l'influence des puissances extérieures pour que ses décisions ne soient pas perçues comme des injonctions néocoloniales, et que les partenaires traditionnels acceptent leur part de responsabilité (incohérences sur le plan diplomatique) en se mettant en retrait des affaires de l'AES.*
- La CEDEAO doit sortir du tout répressif, car le résultat est contreproductif eu égard aux sanctions prise contre le Mali. Il est nécessaire de privilégier le dialogue et tenir compte des équilibres parfois fragiles des pays.*

BIBLIOGRAPHIE

- De Sardan J.-P.-O., L'enchevêtrement des crises au Sahel. Niger, Mali, Burkina Faso, Karthala, Paris, 2023, p. 7.*
- Guichaoua Y., Savané L., « Mali. Où va la "rectification" », Afrique XXI, le 2 août 2022.*
- Haidara B., Savané L., « La chute inéluctable du président Ibrahim Boubacar Keita », The conversation, le 20 août 2020.*
- MALI-METRE : Enquêtes d'Opinions. Que pensent les Malien(ne)s ? Friedrich Ebert Stiftung, mars 2024.*
- Savané L., « Les régimes de l'AES entre idéologie et pragmatisme », Colloque International, Institut des Sciences humaines, 26 juin 2024*
- Savané L., Touré F., « Transition malienne : politisation de l'armée ou militarisation du politique », The conversation, 23 février 2021.*

[12] L'exemple de la Côte d'Ivoire est une piste à creuser. La Côte d'Ivoire abrite des milliers de réfugiés burkinabés et maliens et le Gouvernement ivoirien a construit des centaines de maisons pour accueillir une partie des réfugiés.

Missions

Thinking Africa est un think tank panafricain non partisan, créé dans le but de produire des savoirs innovants au sujet du devenir africain. Ces savoirs sont diffusés à travers les partages d'expériences, le renforcement des capacités, les plaidoyers et l'appui aux institutions publiques, privées et aux sociétés civiles (www.thinkingafrica.org).

L'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et sociopolitiques au Sahel de Thinking Africa constitue un cadre unique d'échange d'idées et d'expertises, un laboratoire de réflexion pluridisciplinaire sur les problématiques complexes qui déstabilisent le Sahel (www.thinkingafrica.org/V2/observatoire-du-sahel/).

Objectifs

L'Observatoire du Sahel a vocation à créer des synergies de compétences pour entreprendre dans une approche holistique, des recherches pluridisciplinaires à toutes les échelles (internationale, régionale et locale). Il vise également à produire des études originales apportant une analyse novatrice sur les problématiques névralgiques du Sahel, offrant un regard local et formulant des recommandations concrètes basées sur des données récentes de terrains fournies par des acteurs locaux.

Une note produite dans le cadre d'un partenariat avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Depuis 2014, Thinking Africa collabore avec l'OIF. La présente collaboration porte sur la réalisation de notes d'analyse politique, par l'Observatoire du Sahel de Thinking Africa, à propos des enjeux géopolitiques, stratégiques et sécuritaires liés à la gouvernance, à la stabilité politique et au développement durable au Sahel.

« Avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ».
« Les propos énoncés dans la présente publication ne sauraient en rien engager la responsabilité de l'OIF, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation ».

Contacts

Email: contact@thinkingafrica.org
Web: www.thinkingafrica.org